

3337

AVEC L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PLAN SCHUMAN

## Plus de frontières pour le charbon et l'acier

Tel en a décidé le patronat

## Plus de frontières aux ordres de grève

Telle doit être la réponse du prolétariat

L'OFFENSIVE patronale a porté ses fruits. Maintenant les industriels de six pays d'Europe peuvent librement opérer leurs transactions sans être gênés par les barrières douanières. Un organisme tout à la dévotion de ces messieurs et de leurs compères des divers gouvernements : la « Haute Autorité du charbon et de l'acier » va régler tous les différends qui peuvent les opposer, à l'amiable, sur le dos, bien sûr, des travailleurs et des usagers.

Les divers dangers du pool tels que le *Libertaire* les avait dénoncés (1) se précisent chaque jour. Les ententes sur le maintien des prix élevés et la répartition des marchés entre maîtres de forges et charbonniers des différents pays se réalisent aisément accentuant chaque jour la cartellisation de la production sidérurgique européenne. Les bénéfices s'annoncent de plus en plus stables et importants.

Nous n'en sommes encore qu'à la phase de mise en place du dispositif technocratique. La phase au cours de laquelle on essaiera encore une fois de museler la classe ouvrière ne commencera qu'après, lorsque l'accord sera pleinement réalisé entre les possesseurs de l'appareil de production quant aux buts à poursuivre. Buts qui nous le rappelons ne peuvent mener qu'à l'instauration d'un nouveau fascisme européen (dont l'inspiration motrice viendra comme par le passé du complexe effroyablement dynamique de la Ruhr) lié étroitement au militarisme. Ce qui conduirait à brève échéance à une nouvelle épopée antilobchevique, rendue nécessaire par l'énorme pression économique entretenue ainsi au cœur de l'Europe. Déjà les capitaux d'outre-Atlantique s'apprêtent à affluer pour s'investir dans l'industrie allemande dans des proportions analogues à celles des douze années qui suivirent la Première Guerre mondiale.

Comment le prolétariat européen a-t-il pu laisser s'accomplir jusqu'ici ces sinistres préparatifs ? Mettant à profit la désunion ouvrière les créateurs du pool n'ont pas eu de mal d'une part à lier à leur organisation les représentants des bureaucraties social-démocrates (F.O., D.G.B. allemand, F.G.T. belge) ou cléricales (C.F.T.C. et C.S.C. belge) et d'autre part à éliminer du monde Schuman les deux plus importantes centrales françaises et italiennes (C.G.T. et C.G.I.L.) : les deux C.G.T. Il est temps de se ressaisir et d'opposer à ce renforcement du capitalisme la synchronisation et l'union des forces du prolétariat. Faute de quoi la bourgeoisie saura très bien jouer des divergences et des rivalités syndicales pour éliminer toute entrave à son pouvoir.

Il faut en face du front uni de la bourgeoisie créer le front uni du prolétariat, répondant partout aux manœuvres du nouveau cartel par une action concertée, dont la puissance ne peut plus être limitée par des frontières réservées dorénavant au seul syndicalisme.

Au pool des gouvernements et des patronats il faut répliquer par une Con-

(1) Voir dans le n° 327 du 18 septembre 1952 l'étude publiée sur « Le plan Schuman, instrument d'oppression sociale et arsenal de guerre ».

## Frictions au sein du monde atlantique

La politique du militaire Eisenhower et de son équipe, pour prévisible qu'elle fût, n'en inquiète pas moins le monde entier.

Nous avons souvent dénoncé le danger que représentait pour la paix mondiale, ce général aux discours et aux actions violentes, au service de l'impérialisme américain.

Au sein du bloc atlantique, l'Angleterre a manifesté ses craintes devant une si franche brutalité.

D'autres pays ont protesté ensuite, plus ou moins violemment.

Ces réactions ne doivent étonner personne. Il est bien évident que l'impérialisme américain gêne déjà un certain nombre de capitalistes, ou même d'Etats ; cela ne peut aller qu'en croissant.

C'est ce qui explique les légers désaccords qui, en France par exemple, ont fait tenir à Vincent Auriol le discours de Donzère, qui marquait déjà un signe de lassitude envers l'ingérence américaine dans la politique française.

Pour formelle qu'elle soit, cette réaction n'en est pas moins intéressante. Après le voyage de Churchill à Washington, l'Amérique commençait à sentir nettement le danger d'effritement du bloc atlantique. C'est alors que Foster Dulles vint dicter en Europe

l'ultimatum : l'unité européenne sera la clé de l'aide financière.

Hormis Adenauer, les principaux dirigeants furent choqués par cette attitude brutale. Ils n'aiment pas voir si clairement les conséquences de leur politique.

Ce manque évident de psychologie américaine a causé bien des remous.

L'un des derniers en date est celui de M. Van Zeeland, qui s'adressant aux Etats-Unis, réclamait que soient déterminés la part d'effort et la part d'influence qui reviennent aux U.S.A.

Du reste, à l'intérieur du bloc américain, l'opposition a commencé à se manifester, quand Stevenson a déclaré : « Une association véritable est fondée sur la consultation et la persuasion. Il n'y a pas de place dans celle-ci pour la trêve et l'ultimatum, petit, moyen ou grand. Notre rôle doit être celui du bon voisin, du bon partenaire, du bon ami, jamais celui de la grande brute. »

En fait, cette position est à peu près uniquement formelle. C'est d'ailleurs pour cela que cette attitude nuance des républicains n'a pas empêché le gouvernement de déneutrer la Formose, mesure d'une extrême gravité pour l'équilibre de l'Extrême-Orient.

Cependant, le projet de blocus des côtes chinoises, les élucubrations du

janoche Tchong Kai Chek inquiètent l'opinion. Le Canada a affirmé son hostilité au blocus de la Chine et au bombardement de la Mandchourie.

Les experts américains eux-mêmes sont inquiets du rapport des forces en Extrême-Orient.

Un parlementaire n'a-t-il pas déclaré à ce sujet : « Nous sommes dans de beaux draps !... »

Quant aux conceptions du « théoricien » Burnham sur le roulement du communisme, elles menacent aussi la paix du monde ; ce fut cependant l'un des principaux thèmes électoraux de Eisenhower.

Le danger semble décoller les yeux les moins clairvoyants (?). Cette politique brutale, de militaire sûr de lui, ne rend donc pas les effets désirés.

Le cas Ridgway est un exemple frappant de l'échec de cette tactique.

Ridgway le dur, « l'homme qui répond grenades quand on veut lui parler politique », a découragé par son attitude de nombreux officiers européens et britanniques du SHAPE qui songent à démissionner.

Ceci nous prouve que d'un bout à l'autre, le système autoritaire de l'impérialisme américain commence à craquer. Rien n'est gagné pour autant, et le péril est menaçant. Une étincelle

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

57<sup>e</sup> Année. — Nouvelle série. — N° 349

JEUDI 26 FEVRIER 1953

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3<sup>e</sup> Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE  
ANARCHISTE

## L'INFAMIE DE L'ÉGLISE

### Le rapt de Robert et Gérald Finaly

ON se rappelle l'origine de l'histoire. Le docteur Finaly, réfugié autrichien, est arrêté avec sa femme, dans le département de l'Isère, en 1944, par la Gestapo. Déporté en Allemagne, les deux époux y meurent. Mais, avant d'être arrêtés, ils confièrent leurs deux enfants : Robert, né en 1941, et Gérald, né en 1942, à la crèche catholique de Saint-Vincent-de-Paul, à Grenoble. Mlle Brun, directrice de la crèche, les fait baptiser, malgré leur qualité d'Israélites et bien qu'ils fussent déjà cir-

LIB

Après la guerre, la famille du docteur réclama les deux enfants. Mlle Brun s'y opposa, usant de toutes les ressources que lui permettait la procédure. Mais un pro-

cès mit fin à ces manœuvres et la tutrice provisoire devait rendre les deux enfants à leur tante, Mme Rosner.

C'est alors que l'église rentre en jeu et fait disparaître les gosses. Une course « aux couvents » s'ouvre entre M. Keller, mandataire de la famille Finaly, et l'église. Les enfants sont entraînés de couvent en couvent pour enfin disparaître en Espagne.

Depuis le début de l'affaire, l'église a tenu à faire un demi-silence, laissant les abbés et les moines, directement mis en cause, se débattre avec la justice. Quelques « Monseigneurs » ont simplement, du bout des lèvres et dans la bonne tradition de duplicité de l'église, protesté contre « ces procédés que réprouve l'église ». Pour la bourgeoisie chrétienne qui risquait toutefois de demander des explications, cette vieille bourrique de Mauriac est chargée d'apaiser les consciences, d'accuser même les voies de voleurs, dans les colonnes du *Figaro*.

Dans cette affaire essentiellement religieuse, nous n'admettrons pas, comme certains le voudraient, une bonne et une mauvaise église. Ces naïfs cherchent même, dans une très grande inquiétude, la ligne de démarcation entre ces deux églises. D'autres veulent que l'on retienne cette affaire comme un cas et font remarquer la bonne conduite de ces mêmes religieux pendant l'occupation nazie. Des centaines d'enfants israéliels, plus même, auraient été sauvés et remis ensuite à leur famille. Nous le croyons. Mais les autres religieux qui dénoncèrent des centaines d'hommes, plus même, au bourreau nazi ? Et où trouver en cela la ligne de démarcation entre les bons et les mauvais, les « intégristes » et les « libéraux » ? Tout le clergé, unanime, comme un seul corps, est solidaire des bonnes et des mauvaises actions. Les bons justifient les mauvais et les mauvais excusent les bons. Il est certain que les évêques et le R.P. Riquet qui condamnent aujourd'hui le rapt des enfants Finaly, se taisaient, il y a un mois, quand l'affaire n'avait pas encore soulevé l'opinion publique.

Et l'argument du cas peut-il être retenu ? Qui et quoi peut nous permettre de penser qu'il n'y a pas d'autres cas, ignorés ? L'ordre de Notre-Dame-de-Sion n'a-t-il pas été créé pour, justement, convertir les juifs au catholicisme ?

Mais ce qui est important et grave, c'est que l'église ait pu se permettre de braver la société tout entière. Et ce n'est pas autre chose que le signe d'une nouvelle agression cléricale permise par le recul politique des forces populaires. Si cette affaire avait éclaté après la Libération, il est certain que le lendemain les abominables soutaines auraient rendu les deux enfants.

De ce recul, le parti stalinien est en grande partie responsable,

avec sa politique de la main tendue. Cette main, il ne l'a même pas retirée quand a éclaté l'affaire.

Ce qui doit compter pour nous, c'est que l'église rende gorge. Comment ne pas être indigné devant la sérénité des organisations ouvrières qui n'ont pas compris que

risque ? De permettre même aux journaux cléricaux de faire l'apologie de rapt d'enfant, de meurtre presque ? Le passage des Pyrénées sous la neige, par un froid terrible fut un calvaire qui aurait pu être fatal aux deux gosses.

Les organisations révolutionnaires sont traquées pour moins que cela.

L'église doit rendre les enfants à leur famille. Si nous demandons cela, ce n'est pas par respect du caractère sacré que l'on donne à la famille, mais parce que ces enfants, l'église les a volés. Parce que ces enfants ne lui appartiennent pas, elle n'a pas le droit de violer leur conscience et d'en faire à leur tour, pour plus tard, des châtreaux d'hommes.

L'égalité entre les familles de religions différentes ne peut être le prétexte à un neutralisme en face de cette affaire. On ne peut se laisser enfermer dans le dilemme du choix que posera à terme cette affaire : le Talmud ou le catéchisme. L'église le pose déjà, sachant qu'elle en profitera.

Si nous avons une revendication à formuler pour ces enfants, c'est de demander qu'ils soient confiés aux écoles modernes, aux communautés d'enfants qui existent en France. Dans ces écoles, dans ces communautés, les enfants s'épanouissent librement et restent maîtres d'eux-mêmes, de leur destin à l'abri des soutanes et des tarbes des rabbins.

René LUSTRE.

## La Maison "ARAGON" a fait faillite

DANS son numéro du 21 février, le journal stalinien « Ce Soir » annonce, par la voix de son directeur Aragon, qu'il cessera de paraître le 1<sup>er</sup> mars 1953.

Ce sabotage a été la surprise de la semaine. Rien, en effet, ne laissait présager « cette dure décision », comme dit Aragon.

Nous pouvons croire que les difficultés financières sont à l'origine de cette mesure. Pourquoi chercher d'autres raisons ? Rien ne servirait de subventionner un journal sans lecteurs. En trois ans, « Ce Soir » avait perdu 222.000 lecteurs. Il vendait actuellement environ 75.000 exemplaires, chiffre trop bas pour permettre à un quotidien d'avoir une gestion saine. La fidélité canine d'Aragon et de son journal au parti ne peut, d'autre part, laisser croire à une décision du bureau politique du P.C. pour couper court à une hérésie.

Il est même probable que d'autres journaux contrôlés par le parti se voient contraints de cesser leur parution, les « Lettres françaises », entre autres. D'ailleurs, pour sauver ce dernier journal, Aragon, à présent vacant, a été désigné à sa direction en remplacement de Claude Morgan qui ira, lui, surveiller à « Défense de la Paix » l'indécis Pierre Cot. Pense-t-on que la complicité et le prestige d'Aragon redonnera de la vitalité aux « Lettres françaises » ?

L'ensemble de la presse stalinienne en France subit, depuis quelque temps, une grave crise financière dont la cause est l'abandon des lecteurs. Et s'il faut dénoncer les subventions accordées aux journaux réactionnaires de droite et la politique du gouvernement qui favorise les prix prohibitifs des frais d'impression et du papier journal, enlevant ainsi à la presse son indépendance, rien n'est plus possible envers un journal qui n'a plus de lecteurs. Et ça, Aragon aurait dû le reconnaître. La subvention, le lancement d'un journal n'est possible que dans certaines conditions sociales. Il est bien manifeste que certains journaux réactionnaires n'ont revu le jour qu'après la période gauchiste de la « Libération ». La présente période favorise les journaux réactionnaires et qu'y peuvent maintenant les staliens ? Mais de ça nous nous en expliquerons tout à l'heure. Situons pour le moment la presse stalinienne, d'après les chiffres fournis

officiellement, soit par les différents « Argus » de la presse, soit dans les publications spécialisées dans les questions journalistiques.

« France Nouvelle », qui tirait à J. STANOIS.

(Suite page 2, col. 1.)

## Les bourgeois n'aiment pas l'indiscipline des soldats !

L'ANNONCE de manifestations de soldats danois a fait courir quelques petits frissons de terreur à nos bien-pensants.

Dans les milieux bourgeois, il y a des manifestations populaires plus ou moins admises. Le genre « mutinerie » militaire est des moins goûtés. Il est de coutume, chez les gouvernements, de ré-soudre ces « actes d'indiscipline » avec une impitoyable et sanglante célérité.

On comprend aisément ce comportement lorsque l'on connaît le rôle traditionnel que joue l'armée dans l'exploitation de l'homme et le maintien des privilèges. Néanmoins, cette « mutinerie » de conscrits n'a certainement pas, au Danemark, toute la désapprobation de la petite bourgeoisie. Il y a même beaucoup de chances pour qu'il y ait entre celle-ci et les protestataires une tacite complicité.

En effet, la participation du Danemark à l'O.T.A.N. ne sourit guère à l'ensemble des habitants du Danemark, qui se voit ainsi dangereusement placé à l'avant des nations alliées du Pacte de l'Atlantique.

Cette désagréable position entre le marteau et l'enclume indispose particulièrement les uns et les autres, et l'on comprend sans mal le peu d'empressement qu'ils mettent à sacrifier aux accords conclus entre les « chefs » des puissances occidentales et du Danemark.

La presse bourgeoise d'ici, cherchant à rassurer les siens et à minimiser le plus possible la chose, déclare :

« Dans certains milieux militaires on signale qu'un nombre de cas les soldats manifestants ont compris qu'ils avaient fait le jeu de certains éléments civils subversifs, se livrant à la propagande contre l'organisation de la défense occidentale. Ils ignorent, d'ailleurs, que chez les Soviétiques la durée du service militaire n'est pas de dix-huit mois, mais bien du double. »

Que les agents staliens aient saisi là une occasion d'affaiblir leur adversaire, cela se comprend, ils sont dans leur rôle. Mais il faut constater que ceux-ci n'ont fait qu'exploiter un état d'esprit qui n'est pas leur fait.

Il y a au Danemark, pour les raisons citées plus haut, un refus latent à toute participation à la guerre. Un refus par instinct de conservation, peut-être, mais qui pourrait, à un certain moment, se communiquer à ceux qui se croient à l'abri...

L. BLANCHARD.

**LE LIBERTAIRE** ne peut vivre que par l'aide constante de ses Lecteurs

**SOUSCRIVEZ ! ABONNEZ-VOUS !**

C.C.P. René LUSTRE — PARIS 8032-34





## RÉFLEXES DU PASSANT

## L'ordre

On est bien forcé de les classer dans la catégorie des éléments subversifs et hautement préjudiciables aux intérêts du pays tout entier jusqu'à y compris le leur.

« Rien de durable, rien de solide, rien de permanent ne peut se faire dans le désordre et dans la méseinte... » a déclaré M. de Chevigné — secrétaire d'Etat à la guerre... à propos de la Tunisie.

On le comprend parfaitement, car c'est justement pour niveler tous les malentendus qui risquent d'opposer cette colonie à la mère-patrie que furent organisés les ratissages du Cap Bon...

L'ordre, en effet, ne saurait exister dans un climat d'effervescence sociale factice créé de toutes pièces par des individus louches qui prétendent que l'on ne peut vivre décemment avec 150 fr. par jour. Par d'autres qui s'en prennent aux colons dont la réputation n'est plus à faire et qui ont tous été les meilleurs garants de l'ordre. Précisément de cette harmonie, directement inspirée par les lois de la nature — et partant de Dieu — ou se découvre que le rôle du riche est de faire travailler les pauvres.

Or, si ces derniers refusent cette aide si généreuse, pour des raisons qui ne peuvent et ne doivent en aucun cas être prises en considération,

Dans la rue, la glorieuse armée défile et la nuit, des fils de la France éternelle, égarés, les derniers Résistants.

OLIVE.

## L'argumentation des cléricaux

DANS « Notre Tâche » n° 46, courrier des militants de la ligue catholique, on trouve les mots d'ordre que « ces dames » sont chargées de propager au sujet de l'école libre et de la loi Barangé. Nous lisons page 16 :

« NE DITES PAS :

— Cela ne m'intéresse pas ou je n'ai pas d'enfants d'âge scolaire ou : il n'y a pas d'école libre chez nous.

— Il y a bien d'autres problèmes plus urgents. La question scolaire est après tout secondaire.

— Cette question scolaire divise le pays.

DITES :

— Je pense à ceux pour qui le problème est vital. Je me réjouis de ce premier pas fait dans la voie de la justice.

— Ces premières mesures ne pouvaient pas attendre :

1) Pour sauver les écoles libres ;

2) Pour assurer aux maîtres un traitement équitable et instruire tous les enfants de France pour qui les écoles de l'Etat sont insuffisantes.

— Tout enseignement est service public.

— Seule l'injustice crée et entretient les divisions.

— La justice scolaire rétablit bien au contraire la paix et la concorde.

Nous pensons avoir suffisamment apporté de réponses à de tels arguments au cours des trois articles précédents. L'école libre catholique se présente comme l'école de Dieu et l'école de la morale par opposition à l'école « sans Dieu » et sans morale. Voici finalement à quoi se réduit l'argumentation des cléricaux. Nous pensons aussi avoir montré, à partir d'exemples précis combien cette argumentation est faible. Essayons maintenant d'élever le débat en voyant comment les patrons et finalement le capitalisme se servent des jeunes gens qui ont été formés dans les écoles catholiques.

L'école cléricale et le patronat

DANS toutes les régions très catholiques, dans l'Est, en Bretagne et surtout à Lyon, il existe des accords entre l'enseignement libre primaire, secondaire, supérieur et les patrons « catholiques » d'usines.

Jusqu'ici, tout le monde trouvait son compte dans ces accords. Les patrons monopolisaient à la fois « l'école des jeunes » et les jeunes... peu doués.

Dans l'élite, ils trouvaient des cadres pour maintenir les ouvriers dans les traditionnels rapports patron-ouvriers. Quant aux jeunes incapables de se

cultiver, devenus ouvriers, ils servaient d'entreprise d'abrutissement pour les autres ouvriers, leur ressant les slogans de la J.O.C. Les jeunes moins émoussés de l'école avaient leurs débouchés assurés et les écoles libres du prestige puisqu'elles « casaient » leurs anciens élèves.

Mais, il se produit actuellement un fait qui mérite d'être rapporté. Les patrons deviennent durs à la détente quand il s'agit de financer les écoles libres, car ils se rendent compte de plus en plus de l'incapacité des jeunes catholiques à contenir plus longtemps les ouvriers.

Certes, la collusion école libre-patronat n'est pas morte, mais elle bat de l'aile. Nous ne pouvons que nous en réjouir !

Est-ce parce que l'enseignement

donné dans les écoles libres est tellement abêtissant et de mauvaise qualité que même les patrons s'en rendent compte ?

Est-ce un épisode de la lutte : catholiques orthodoxes contre catholiques progressistes ?

Est-ce que le prolétariat, prenant conscience de sa force, désexercerait sur lui jusqu'aux ?

Si nous répondons « oui » à cette dernière question, nous pouvons être assurés que l'école cléricale aura de moins en moins d'influence malgré les crédits qui lui sont alloués et qu'elle périra dans un avenir proche, car elle perd alors sa raison d'être.

Michel MALLA.

Voir les articles 1, 2 et 3 dans le Libéraire, n°s 346, 347, 348.

Action énergique contre le projet Petit

LA journée du 5 février a eu un peu partout le caractère d'une « journée d'information ». Dans chaque département des réunions avaient été organisées. Il semble que les enseignants ont été en grand nombre dans ces réunions (3.000 instituteurs et professeurs étaient présents à la Bourse du Travail à Paris).

Il s'agissait « d'informer » et de décider comment serait envisagée l'action à entreprendre. Aucune action n'a été décidée, on s'est contenté de « pondre » des motions qui depuis longtemps n'inquiètent plus nos gouvernants.

Répetons-le encore, l'action est urgente. Personne ne pense sérieusement que cette journée du 5 février (un jeudi) va faire réfléchir le gouvernement. Les responsables du S.N.I. qui le disent ne trompent personne. Il faut voir plus grand. Beaucoup plus grand ! Le corps enseignant unanime devrait se dresser contre le seul projet qui attribue aux préfets les pleins pouvoirs et nous osons encore espérer que l'argument gouvernemental qui consiste à dire que l'épuration des « mauvais » permettra d'augmenter le salaire des « bons » restant moins nombreux, n'abuse pas nos collègues.

Mais ce projet n'est pas unique, il s'insère dans toute une « préparation au fascisme ». Il est aussi question d'éliminer les fonctionnaires qui adhèrent à un parti d'obédience étrangère ». Il est question, par mesure d'économie, de serrer la sécurité sociale. Il est question encore de faire

un statut spécial pour les enseignants qui transformera l'école en caserne et les instituteurs en adjudants. (1)

Contre l'orientation fasciste du régime, il faut absolument agir ! Comme en 34, le fascisme monte, sans doute d'une manière moins spectaculaire mais plus perfidement, plus sournoisement et aussi plus sûrement. Le danger n'est pas moins grand. Après la grande manifestation en 1934 « le Libéraire » disait : « Pour riposter efficacement contre un adversaire décidé et prêt à l'action — il faut prouver — le prolétariat doit s'organiser. Devant le danger, certes, il a prouvé qu'il savait se retrouver et s'unir. Mais, raisonnons-le, ce serait une terrible erreur de s'en tenir au geste d'un jour. L'avertissement de l'unité a été un magnifique mouvement de défense. Maintenant c'est à l'offensive qu'il va falloir se préparer. C'est tout un travail d'organisation en vue des batailles prochaines qui est à établir ».

La clairvoyance de nos camarades du passé nous étonne encore. Si nous avons repris ce passage, c'est qu'il est plus que jamais d'actualité. Surtout qu'on ne vienne pas nous dire que nous faisons le jeu des stalinistes. Le parti communiste est en difficulté tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, pour l'instant il n'est pas dangereux. Le danger est ailleurs. Contre la réaction il faut agir au plus vite. C'est une question de vie ou de mort.

M. DAULNAY.

(1) Voir Lib. n°s 338-339-340-345.

La Maison "ARAGON"

(Suite de la première page)

109.000 exemplaires, ne tire plus qu'à 65.000. « Les Lettres françaises » en sont à environ 50.000 exemplaires. « La Vie Ouvrière », qui tirait à 370.000, ne tire plus qu'à 258.000. Ce tirage est du reste gonflé artificiellement par une distribution gratuite importante dans les entreprises. « Le Peuple » ne tire plus qu'à 26.000 exemplaires tiré à 120.000. « La Terre » est passée de 221.000 à 137.000. « Action » « Parallèle 50 » et « Le Soir Dimanche » ont disparu. Le premier en mai 1952, le deuxième en juillet 1952 et le troisième a cessé dimanche dernier 22 février. « L'Humanité », qui avait en 1948 une vente de 292.000 exemplaires, se retrouve aujourd'hui à 140.000 exemplaires vendus pour toute la France.

Il n'y a pas lieu de se réjouir du recul de la presse stalinienne, car ce serait se réjouir de la disparition d'un

danger qui en cachait un autre, aussi grave, et que l'on n'aurait pas voulu voir.

En effet, nous ne nous trouvons pas au terme d'une lutte, d'une concurrence entre la presse stalinienne et la presse révolutionnaire, ou l'un des adversaires, en l'occurrence les stalinistes, serait perdant. Ce recul des stalinistes est un signe très grave qui doit nous faire donner l'alerte. Du nouveau danger qui se présente, les stalinistes en portent du reste la grande responsabilité.

La classe ouvrière prise en main par le parti communiste en 1944 fut menée, dirigée par lui sans aucun danger grave de concurrence sur sa gauche, par la presse révolutionnaire. L'histoire avait travaillé pour les stalinistes.

L'occupation nazie avait créé un renouveau du nationalisme qu'a utilisé à fond le P. C. Les partis révolutionnaires qui ne pouvaient, sans se renier, s'aliéner

sur le même plan, n'avaient que la chance d'un sursaut des travailleurs qui n'accepteraient pas le retour du régime qu'ils avaient condamné. La guerre et l'occupation en avaient été les résultats effrayants. Jusqu'à présent, ce sursaut n'a pas eu lieu. A la « Libération » le P. C. avec sa politique de collaboration de classe a châté la classe ouvrière.

La conséquence est que nous en sommes arrivés à un recul de la conscience politique des travailleurs qui abandonnent même maintenant la lecture des journaux stalinistes pour se réfugier dans la quiétude des actualités photographiques et les reportages sensationnels des journaux d'informations orientés à droite, ou dans l'attentisme apolitique. Fait qui peut être jugé, si l'on veut, moins grave que l'autre.

Les journaux révolutionnaires sembleraient alors avoir leur chance après ce déclinage des ouvriers, de la presse et du parti stalinistes. Cette chance se présente-t-elle si bien ?

Le danger de guerre qui vient dans ces dernières semaines de se préciser dans l'hystérie agressive du général-président américain et le chômage qui s'accroît ne vont pas faciliter l'audience aux programmes des organisations révolutionnaires. Mais la chance du sursaut prolétarien peut se trouver agraie du fait de cette situation sociale. Les travailleurs, prenant d'un seul coup conscience du danger, peuvent s'échapper de l'hypnotisme de cette peur.

Nous devons donc travailler ferme pour provoquer cette volonté de vivre, cette volonté révolutionnaire qui doit renaitre dans la conscience des travailleurs. Et pour cela il faut être constamment dans les rangs ouvriers, être à

l'avant-garde de l'action la plus minime. Il faut constamment informer les travailleurs de l'action des peuples coloniaux qui servent maintenant d'exemple. Il faut répandre partout les nouvelles des luttes internationales comme celles des jeunes travailleurs du Danemark contre l'augmentation de la durée du service militaire. Il faut annoncer partout la moindre grève. Il faut par tous les moyens redonner confiance à la classe ouvrière pour la lutte révolutionnaire.

La diffusion plus large du « Libéraire » reste un des moyens pour cette nouvelle confiance.

CHRONIQUE ANTIRELIGIEUSE

Les classiques du catholicisme

LA revue catholique *Ecclesia* fait beaucoup d'honneur au « petit nègre » et à l'éducation des missionnaires en publiant, dans son dernier numéro, une interprétation de la création du monde par un jeune noir de la Côte d'Ivoire. Pour nous permettre de juger nous citons certains passages — mais surtout n'accusez pas le typographe, nous citons *Ecclesia* textuellement.

« ...Bon dieu y dit : « Adam, tu vois concession là-bas ? On pelé lui Paradis. Tout ça qu'y a dedans, c'est pour toi. Mais gros mango là, au milieu, ça c'est pas pour toi. Ça c'est bouffement pour blanc. Toi y en a pas moyen bouffer ça, ou tu gârné mal ton ventre. Tu compris ? »

S. I. A.

Consultations juridiques

Le Comité Régional de S.I.A., 24, rue Sainte-Marthe, Paris-10°, a ouvert ses consultations juridiques, tous les dimanches, de 10 à 12 heures.

Camarades, vous pouvez, dès à présent, venir nous consulter.

\*

Maison des Vieux

Le Comité Régional de Paris demande à tous les sympathisants de S. I. A. : « Veuillez envoyer les dons pour la Maison de Repas à : Marcelino PERICH, 24, rue Sainte-Marthe Paris-10° »

Camarades, n'oubliez pas nos vieillards et nos malades, envoyez votre don.

Que l'enfant ait dit cela, et que le « catéchisme » l'ait écrit fait retomber toute critique concernant le langage sur ledit missionnaire.

Si l'enfant l'a écrit on ne peut que préjuger de l'enseignement reçu, ou sans aucun doute le catéchisme passe avant l'acquisition des moyens d'expression dans l'échelle des valeurs. Ce qui ne nous surprend nullement d'ailleurs.

Mais, et vous vous en doutez bien, notre critique ne porte pas surtout sur l'enseignement de la langue par les éducateurs missionnaires. Je ne pense pas que l'enfant ait inventé son récit de toutes pièces. C'est un récit qu'il a entendu et qu'il retrace à sa manière, et qu'il est incapable de juger.

Mais nous jugerons pour lui.

Que penser d'un enseignement qui pour démontrer la notion d'interdit, prenne exemple, tout simplement, c'est si facile, des interdits sociaux découlant de la discrimination raciale ? Est-ce un pas fait vers l'éducation des peuples noirs que de leur mêler dès l'enfance, alors qu'ils sont incapables de juger, l'interdiction venant de la divinité « toute puissante » et celle venant des « blancs » ? Que sortira-t-il de cette confusion ?

En bref l'enseignement des missionnaires est-il une éducation qui libère ou un obscurantisme qui asservit ?

Nous vous laisserons juger. Les choses suivent leur cours. Après avoir été les fourriers du colonialisme, les missionnaires en sont les plus ardents défenseurs.

Le Bon Dieu y en est avec les Blancs.

Pauv' Noirs prions pour nous !

Pierre RENAN.

Versailles 1953

En cette époque de misère, un milliard de monnaie républicaine a été trouvé en faveur des travaux de réfection du château de Versailles pour l'année 1953.

Les dispositions sont prises pour offrir à ce gros morceau de domaine de la royauté embourgeoisée, son petit milliard annuel.

Une grande saison versaillaise est à l'étude. Déjà, le grand Poète a promis des textes soigneusement écrits par sa Muse à deux mains. Les braves lampistes fournis dans les tramways versaillais, transformés en logements COURANT d'air pourront s'enivrer des fastes à retardement du Grand Siècle. Les va-nu-pieds de la IV<sup>e</sup> feront une halte d'honneur au fils du mitron reposant sur le bon chemin de Versailles.

Tout Paris, écoutant la Muse inspirée du poète porte-coton androgyne, s'offrira de fines parties aux frais des travailleurs.

Nous, les clochards de la démocratie, nous vous laisserons votre musique de clavier — que nous aimons bien pourtant — pour une complainte d'accordéon berçant la misère d'Orphée, crouissant, avec sa femme et ses gosses, dans un taudis-tramway versaillais.

A. H.

SAMEDI 28 FÉVRIER  
à 20 h. 30

SALLE SUSSET, 206, Quai de Valmy, PARIS-X<sup>e</sup>  
Métro : JAURES

Vous viendrez applaudir...

JANETTE PICO  
de la Radiodiffusion

MONTILLA  
Danseur folklorique espagnol

LILLETTE & PHILIBERT  
Enfants Terribles la chanson

GEORGES BRASSENS  
Notre moderne Troubadour

CHARLES BERNARD  
du Caveau de la République

JACQUELINE VILLON  
de la Fontaine des 4 saisons

CHARO MORALÈS  
l'éblouissante danseuse

MARIA CASARES  
de la Comédie-Française

REMI CLARY  
de la Radio-Télévision

LES SŒURS SOLERS  
duettistes catalanes

RENE-PAUL  
des Deux-Anes

GASTON GASSY

et offert à ses Amis par le Comité Régional de la Fédération Anarchiste

UN GRAND BAL DE NUIT

Jusqu'à l'aube clôturera le spectacle avec l'orchestre :

SALVADO

Retirez vos cartes d'invitation à notre permanence :

145, quai de Valmy, jusqu'à samedi soir 20 heures

immondes, publiées en français, pour mettre en cause la responsabilité de la Résistance et des martyrs du nazisme !

Et notre homme, un peu plus loin, de s'élever contre celui qui « proteste, mais toujours à sens unique, et pour servir son saint, son dieu ou son despote ».

Nous sommes d'accord avec vous, M. Altman, quand vous dites que le procès de Bordeaux doit être le procès du régime monstrueux de Hitler, mais notre point de vue complet est plus honnête que le vôtre qui nous semble un peu trop à sens unique.

Le procès des meurtriers d'Oradour n'est-il pas aussi le procès de ceux qui ont fait Sétif et Tazerka, de ceux qui ont brûlé les villages de Madagascar et d'Indochine ? Ce procès ne doit-il pas se terminer par la condamnation formelle de toutes les hordes mercenaires qu'elles soient françaises, allemandes, américaines ou russes (nous en passons et pas meilleures les unes que les autres) ?

Voilà comment il faut situer le crime d'Oradour si l'on ne veut pas : « Servir son saint, son dieu ou son despote ».

Ça, c'est du sport !

Quand les récompenses sont au bout, les combats sportifs sont toujours acharnés. Lisez plutôt et tâchez de deviner de quoi il s'agit ? De quel journal sportif ce passage est-il tiré ?

Dans le contrat d'émulation conclu entre les fédérations de Seine-et-Oise et des Bouches-du-Rhône, cette dernière semble — tout au moins jusqu'à présent — sérieusement distancée. Mais bien entendu, le dernier mot n'est pas dit... pour l'une comme pour l'autre...

De nouvelles fédérations entrent maintenant dans la bataille en nous faisant parvenir des résultats déjà importants : l'Ain, le Var, le Lot-et-Garonne, les Basses-Pyrénées, le Gers, etc. Nous les publions par la suite, en donnant naturellement la priorité aux résultats d'ensemble permettant aux fédérations de prendre place sur les rangs pour enlever les récompenses attribuées par le Comité Central.

Rappelons que la Fédération du Var a lancé un défi à celle des Alpes-Maritimes, celle du Nord-Martinique à la Seine-Inférieure.

Qu'en pensent les camarades des Alpes-Maritimes et de la Seine-Inférieure ?

Il s'agit tout simplement de la rubrique de l'« Humanité » du 13-1-53 : Tableau d'honneur pour la reprise des cartes 1953.

Aux dernières nouvelles, la Seine-et-Oise est en tête « mais le dernier mot n'est pas dit ». Les « camarades » de ce département vont-ils emporter « les œuvres complètes de M. Thorez » ? Nous vous tiendrons au courant !... Dès maintenant, permettons-nous de féliciter les Stakano-Zatopéko-marxistes qui construisent un joli château de cartes.

REDACTION-ADMINISTRATION  
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy  
PARIS (10<sup>e</sup>) C.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 1.800 Fr. — 6 MOIS : 900 Frs

AUTRES PAYS  
1 AN : 1.200 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.

Pour changement d'adresse joindre  
20 francs et la dernière bande

Le Gérant : René LUSTRE

Impr. (centrale du Croissant)  
19, rue du Croissant, Paris-2<sup>e</sup>.  
P. RACHON, imprimeur.



## PROBLÈMES ESSENTIELS

## Les morales et notre morale

par Georges FONTENIS

Inutile d'insister sur l'importance d'un tel problème, inutile d'insister sur la nécessité de faire disparaître toutes les confusions, trop courantes dans les milieux révolutionnaires, sur la « morale », la négation ou l'absence de morale. C'est pourquoi nous tenons cette mise au point.

## Nous combattons les morales

LES morales de toutes les sociétés reflètent dans une certaine mesure les conditions d'existence, le niveau de développement de ces sociétés et par conséquent, s'expriment en règles très sévères, n'admettant aucun écart, dans aucun sens (le dépassement, la volonté de modifier ces règles étant un crime). Ainsi, les morales qui expriment une certaine nécessité dans le cadre de la vie sociale tendent à l'immobilité.

Elles n'expriment donc pas simplement une nécessité pratique moyenne, car elles entrent en contradiction avec de nouvelles conditions d'existence qui peuvent se produire. D'ailleurs, elles sont affectées d'un caractère religieux, théologique ou métaphysique, et présentent leurs règles comme l'expression d'un impératif surnaturel, les actions conformes ou non conformes aux règles se targuant d'un caractère mystique : vertu ou péché, et la désignation qui en réalité ne devrait être que la reconnaissance de la limite de l'homme devant certains faits devant la première des vertus et peut pousser même à la recherche de la souffrance, devenant la vertu par excellence. Le christianisme est, de ce point de vue, une des morales les plus odieuses. La morale donc, ne se codifie pas seulement sous forme de sanctions extérieures, mais est ancrée dans les individus sous forme de « conscience morale », cette conscience morale étant obtenue et maintenue, surtout grâce au caractère religieux imprégnant la morale, et étant elle aussi affectée d'un caractère religieux, surnaturel. Elle devient ainsi bien étrangère à la simple traduction dans la conscience de l'homme des nécessités de la vie sociale.

Enfin et surtout les morales même lorsqu'elles n'expriment pas ouvertement la division de la société en classes ou castes, sont utilisées par les catégories privilégiées, pour justifier et assurer leur domination. Comme le droit et la religion (religion, droit, morale ne sont que des expressions, dans des domaines voisins, d'une même réalité sociale), la morale sanctionne les conditions et relations existantes dans le sens de la domination et de l'exploitation.

Les morales exprimant l'aliénation de l'homme dans les sociétés d'exploitation, comme l'expriment les idéologies, les codes, les religions, etc., étant caractérisées par l'immobilité, la mystification, la désignation, la justification et le maintien des privilèges de classes, on conçoit que les anarchistes aient porté une grande partie de leurs efforts à dénoncer les vrais caractères des morales.

## Avons-nous une morale ?

ON fait remarquer souvent que les morales pouvaient évoluer, se modifier, qu'une morale pouvait succéder à une autre, au sein même des Sociétés d'exploitation. Il y a eu des nuances, des adaptations ou des variations liées aux conditions d'existence mais elles sauvegardaient les mêmes valeurs essentielles : désignation et respect de la propriété, par exemple. Il n'en reste pas moins vrai que ces adaptations étaient combattues, que leurs promoteurs étaient souvent persécutés (Socrate, le Christ) donc que la morale a tendance à l'immobilité.

Il ne semble pas, en tout cas, que les asservis aient pu introduire dans les morales des valeurs qui leur soient propres.

Mais ce qui importe, c'est de savoir si les asservis — et les révolutionnaires qui expriment leurs aspirations — peuvent avoir des valeurs, une morale à eux.

Si nous ne voulons pas accepter la morale de la Société dans laquelle nous vivons, si nous refusons cette morale à la fois parce qu'elle reconnaît pour le maintien d'un état social d'exploitation et de domination et parce qu'elle est imprégnée d'abstractions, d'idées métaphysiques, sur quoi pouvons-nous baser notre morale ? Il y a une solution à cette contradiction apparente : c'est que la réflexion, la science sociale nous permettent d'envisager un devenir qui soit la possibilité pour l'homme d'un total épanouissement, et ce devenir n'est d'ailleurs pas autre chose que les aspirations générales des opprimés, exprimées par le vrai socialisme, par le communisme libertaire. C'est donc notre but révolutionnaire qui est notre idéal, notre impératif. C'est bien un idéal, un impératif sur lequel on peut fonder une morale, mais c'est un idéal qui repose sur le réel et non sur une révélation religieuse ou une métaphysique. Cet idéal, c'est un humanisme, mais un humanisme basé sur une transformation révolutionnaire de la société et non un humanisme sentimental ne reposant sur rien et camouflant les réalités de la lutte sociale.

## Notre morale

QUELLES sont les valeurs morales qui manifestent dans le prolétariat cet idéal ?

Cette morale s'exprime-t-elle par des règles, des préceptes ? Il est évident qu'il ne peut plus être question d'agir et de juger en fonction des notions de « bien » et de « mal » des morales que nous combattons, pas plus que nous ne pouvons nous laisser entraîner aux futilités

discussions de mots, sur la question de savoir si le mobile de l'action doit s'appeler « égoïsme » ou « altruïsme ».

Mais entre les actes qui sont assurés normalement par le jeu de l'affectivité et des sentiments (l'amour maternel, la sympathie, la sauvegarde d'un semblable en péril, etc.), et les actes qui relèvent des contrats, des pactes écrits ou coutumiers, donc du droit, il y a toute une gamme de relations sociales qui relèvent de conceptions et d'une conscience morale. Le sentiment que vous inspire un proche peut en effet ne pas empêcher forcément qu'on abuse de sa confiance et la régularité de toutes les relations ne peuvent être prévues par contrat. Et quel est la garantie du respect sincère des clauses du contrat ? Quelle doit être l'attitude d'un homme envers ses adversaires ? Quelle arme s'interdit-il d'employer ? Il n'y a qu'une morale qui puisse guider, qui puisse assigner des limites, qui puisse éviter de recourir sans cesse aux contestations et aux jurys.

Nous découvrons, dans la pratique révolutionnaire, dans la vie du prolétariat conscient, des valeurs comme la solidarité, le courage, le sens des responsabilités, la lucidité, la ténacité, le fédéralisme ou démocratie réelle des organisations ouvrières et anarchistes réalisant à la fois la discipline et l'esprit d'initiative.

La base révolutionnaire que nous avons fixée comme impératif nous dispense évidemment de toute morale vis-à-vis de l'ennemi, vis-à-vis de la bourgeoisie qui tente de faire peser sur les révolutionnaires, pour sa défense, les interdits de sa morale. Il est bien évident que dans ce domaine, seul le but dicte notre conduite. Cela veut dire que le but étant reconnu, scientifiquement posé, les moyens ne relèvent que de la technique et qu'en conséquence ne peuvent être considérés, comme moyens que s'ils sont adaptés à la fin, au but poursuivi. Cela ne veut donc pas dire n'importe quels moyens, et il n'y a pas à « justifier » des moyens. On doit donc repousser l'équivoque formule : « La fin justifie les moyens » et dire plus simplement : « Les moyens n'existent, ne sont choisis, qu'en vue de la fin à laquelle ils sont liés, adaptés, et n'ont pas à être justifiés devant l'adversaire et en fonction de sa morale ».

Mais par contre, ces moyens rentrent nécessairement dans le cadre de notre morale, puisqu'ils sont adéquats à l'idéal et que cet idéal, le communisme anarchiste suppose la Révolution qui à son tour suppose une prise de conscience des masses éclairées par l'organisation anarchiste. Par exemple, ils impliquent la solidarité, le courage, le sens des responsabilités, etc., que nous avons cités plus haut comme vertus de notre morale.

Il y a un point sur lequel il faut s'arrêter, un point de notre morale que l'on pourrait rattacher au sens de la solidarité mais qui, en réalité, est la couleur même de toute notre morale : la vérité. Autant il est normal de tromper notre adversaire la bourgeoisie, qui use de toutes les fourberies, autant il est nécessaire de dire la vérité non seulement entre camarades, mais aux masses.

Comment pourrions-nous faire autrement puisqu'il faut avant tout accroître leur conscience, donc leurs connaissances et leurs jugements ? Ceux qui ont voulu procéder autrement n'ont réussi qu'à les avilir et à les décourager, à leur faire perdre tout sens de la vérité, de l'analyse, de la critique.

Le cynisme immoraliste n'a rien de prolétarien ou de révolutionnaire. Il est l'expression des éléments décadents de la bourgeoisie qui constatent le vide de la morale officielle mais sont incapables de trouver dans un milieu vivant une morale saine. Cet immoralisme manifeste une méconnaissance des masses populaires et une méfiance envers elles.

L'immoraliste est en apparence libre de tous ses mouvements. Mais il ne sait plus où il va et se trompe soi-même après avoir trompé les autres.

Il ne peut plus d'avoir un but, encore faut-il une boussole.

L'élaboration, au sein de la masse consciente et plus encore au sein du mouvement communiste libertaire, dans l'action même, d'une morale, vient consolider l'édifice de l'idéologie révolutionnaire et apporter une contribution d'importance à la préparation d'une culture nouvelle, niant la culture bourgeoise.



## A propos d'un vieux film fasciste

LES films ayant trait à la Révolution espagnole sont fort peu nombreux. Qu'avons-nous vu jusqu'à présent ? Un film ignoble tiré d'un roman ignoble du sieur Hemingway « Pour qui sonne le glas ».

Un essai de Malraux au contenu social plus que douteux et dont le véritable titre aurait pu être « Désespoir » et enfin, heureusement, le documentaire de Joris Ivens « Terre d'Espagne » remarquable, lui, malgré ses sympathies staliniennes de son réalisateur. Cependant, avouons-le tout net, ce qui nous manque, c'est bien le témoignage anarchiste sur cette époque héroïque et douloureuse. Aurons-nous jamais, grâce à des archives cinématographiques patiemment recueillies et montées, l'occasion de connaître le radieux visage d'une révolution qui fit trembler réaction et stalinisme réunis ? Dans les circonstances actuelles et vu les difficultés techniques financières qu'un tel travail représente, il est hélas permis d'en douter.

Nous regrettons d'autant plus cette absence libertaire de l'écran, qu'il nous a été donné de voir récemment à la cinémathèque française un des très rares films traitant de la question espagnole et que nous ignorions encore. Il s'agit cette fois d'un film fasciste « Le siège de l'Alcazar » réalisé en 1940 par l'honorable Augusto Genina. Le même Genina, sa chemise noire convenablement blanche, sort d'ailleurs en ce moment une histoire « sociale » agrémentée de cuisseries et autres accessoires indispensables à tout réalisateur de génie, cela s'appelle « Histoires interdites » le bonhomme, lui, n'est pas interdit.

Parlant dernièrement du « Siège », Jacques Doniol-Valcroze de l'« Observateur », présentait cette vieille bande comme une réussite. Sans mauvaise volonté aucune, nous en sommes encore à chercher les raisons d'une telle appréciation. En fait, le film de Genina tient ce qu'il promet, comme tous les films fascistes ou soutenant une cause autoritaire : de vastes moyens matériels permettant une grosse mise en scène au service d'un scénario à la naïveté le dispute à la violence. Toute l'idéologie fasciste s'y étale, à l'heure. Premier tableau, l'Alcazar de Tolède, revue des élites-officiers ou « cadets », généraux, jugulaires, musique militaire et harangue vibrante. Voilà pour l'éloge à l'armée, à la discipline, à la force. Puis c'est l'assassinat du leader pré-phalangiste Calvo Sotelo et le début de la guerre civile. Voici venir des camions emplis de « rouges » hurlant, drapeaux déployés et bave aux lèvres. Les camions déchargent leur cargaison humaine qui se rue à l'assaut de l'Alcazar en ordre dispersé. Pendant ce temps-là, les franchistes avancent tranquillement leurs mitrailleuses et au signal, fauchent impitoyablement la « racaille » sur le massacre de laquelle la caméra insiste lourdement. O beauté des corps qui tombent et se tordent ! Voilà pour l'éloge de la boucherie, de la guerre.

L'assaut repoussé, les « rouges » commencent le siège et bombardent la citadelle où hommes, femmes et enfants résistent de charité chrétienne pour aider les femmes et les enfants réfugiés dans les caves de l'Alcazar (comme au Moyen âge où les populations effrayées devant le barbare venaient se mettre sous la protection du seigneur). Le film continue, les « rouges » pleurent, trois bébés, une maman allaite, une autre hurle en protégeant son enfant, une troisième accouche (C'est vrai). Voilà pour l'éloge de la religion, de la famille, de la procréance conjugale. N'oublions pas, au passage, le commissaire politique des « rouges » au visage de jufu bouffi, cigare au bec et cheveux crépus, le cliché classique de la propagande fasciste. Juffu encoré cet autre commissaire des milices téléphonant au commandant de la forteresse pour lui annoncer que son fils est entré dans les mains et sera tué si le père ne donne pas l'ordre de reddition (visage angoussié du chef franchiste, refus tant pis pour le fils, la patrie avant !).

Enfin, voilà l'apothéose avec l'arrivée libertaire des légionnaires à Franco et la dernière image du film montre le « capitaine » lui-même arrivant dans les ruines de l'Alcazar, salué par toute la population des caves et les « héros » défenseurs. Bras tendus, marche française, l'Alcazar est libéré. Sur ce dernier point, la similitude avec d'autres régimes autoritaires est frappante et la scène finale est exactement calquée sur celle de l'arrivée de Staline, en veste blanche, après la prise de Berlin (dans le film russe du même nom). Là aussi, toute une foule est figée dans un salut immobile et défécteur.

C'est pourquoi toutes les productions du cinéma fasciste furent si médiocres, car, sans véritable contenu humain, sans message révolutionnaire, que montrer aux spectateurs, sinon toutes les « valeurs » déjà citées et qui sont le plus sûr garant de l'abrutissement collectif. Et quand nous citons le film « La prise de Berlin » on voit également le chemin parcouru (dans le plus mauvais sens) par une révolution du fait que là où se trouvait un certain contenu révolutionnaire dans le passé fleurissent depuis bien longtemps les fleurs empoisonnées du culte à la patrie, au chef, à l'Etat. Leur fade parfum a éclipse l'acre soufflé des matelots du « cuirassé Potemkine ».

CHRISTIAN.

LE 24 AVRIL

## GALA de "Solidaridad Obrera"

Histoire économique et sociale des U.S.A. ... 525  
G. Nancay ... 420  
G. Lefranc ... 870  
D. Rolin ... 540  
M. Hendus ... 300  
G. Regier ... 675  
C. Marker ... 420  
R. Vaillant ... 240  
A. Sergeant ... 480  
P. Ringal ... 300  
U. Sinclair ... 295

Du Contrat social ... 525  
Bakounine ... 420  
A. Moravia ... 405  
Kestler ... 375  
La Tour d'Ezra ... 375  
Le Zéro et l'Infinit ... 375  
La Lie de la Terre ... 375  
Ravage ... 450  
L'atelier de Marie-Claire ... 450  
Le nain gigantesque ... 290  
Jour de famine et de misère ... 240  
Le trimard ... 250  
Les orgues de l'Enfer ... 330  
Le cimetière de Saint-Médard ... 570  
Qu'une femme dans l'océan ... 450  
Sur les pas de Morell ... 785  
Propos subversifs ... 325

J.-J. Rousseau ... 555  
Kaminsky ... 390  
A. Moravia ... 445  
Kestler ... 405  
R. Barjavel ... 450  
M. Audoux ... 450  
Kahler ... 290  
N. Doff ... 240  
E. Bachelard ... 250  
Molaine ... 330  
H. Pichette ... 420  
M. Sperber ... 450  
R. Neumann ... 785  
S. Faure ... 325

## LE CARNET DU MILITANT

## Questions et arguments

LES anarchistes combattent la social-démocratie, le socialisme réformiste. Cependant, ne croyez-vous pas que la tactique parlementaire et électorale de ces socialistes ait pu limiter la réaction ?

C'est justement dans les occasions où on aurait pu croire qu'ils allaient jouer un rôle de frein à la réaction que les sociaux-démocrates ont montré leur impuissance. Ils ont même été les exécutants des tâches les plus odieuses de la bourgeoisie. Des faits précis ? Les socialistes allemands Noske et Scheidemann participant à la réaction contre la révolution communiste de 1919 ; le rôle de Marius Moutet au début de la guerre d'Indochine, leur silence sur le massacre de 30.000 Nord-Africains du Constantinois, en Algérie, en 1945 ; les persécution sous Naegelen, gouverneur général de l'Algérie ; la politique nationaliste des travaillistes au pouvoir en Grande-Bretagne jusqu'en 1952 — les arrestations et fusillades de militants ouvriers révolutionnaires, avec la participation des socialistes dans la république espagnole avant 1936, alors qu'ils avaient prétendu qu'il fallait voter à gauche pour libérer les militants déjà emprisonnés.

Mais on ne peut oublier les réalisations de Blum en France, des socialistes suédois, des travaillistes anglais.

Blum ne fit que faire voter ce que les ouvriers avaient arraché par la grève. Dès que les travailleurs eurent repris le travail, il s'ingénia à rétablir la légalité. Il s'excusa de ne pas avoir pu employer la force contre les occupations d'usines, et promit de le faire à l'avenir. Salengro, ministre de l'Intérieur, déclarait au Sénat, le 7 juillet 1936 : « Si demain, des occupations de magasins, de bureaux, d'usines, de fermes, étaient tentées, le gouvernement, par tous moyens appropriés, saurait y mettre un terme. » (Vifs applaudissements.)

D'ailleurs, il capitula devant le Sénat, alors que même des militants de son parti le poussaient à aller de l'avant.

En Suède, quelques réalisations sociales, possibles dans une situation économique privilégiée, restée en dehors des guerres, mais malgré un long exercice du pouvoir, pas de transformation radicale et maintien de l'exploitation capitaliste.

En Grande-Bretagne, des nationalisations qui, de l'aveu même des tra-

vailistes, n'ont rien changé aux rapports entre dirigeants et ouvriers « Pour vaincre la peur », de Bevan. Quelques réalisations comme la médecine socialisée, mais qu'est-ce que cela pour des hommes qui ont tenu le pouvoir et avaient toutes les classes populaires derrière eux ?

Vous ne pouvez affirmer que tous les chefs sociaux-démocrates sont des traitres. D'autres, à leur place, auraient-ils mieux fait ?

Ce ne sont pas les hommes qui sont en cause, mais le système : la social-démocratie veut réaliser des étapes « socialistes » dans le cadre de la légalité bourgeoise. C'est pourquoi Blum se soumit au Sénat, c'est pourquoi il déclara au Congrès socialiste de 1945 qu'il avait été « un gérant loyal du capitalisme ».

C'est pourquoi les travaillistes ne touchèrent pas à l'essentiel, acceptèrent le retour des conservateurs et la destruction de leurs maigres réalisations.

Naegelen, à qui un militant socialiste reprochait son attitude, répondit : « Je ne suis pas ici un militant socialiste S.F.I.O., je suis ici gouverneur général de l'Algérie. »

## SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à R. Lustre, 145, quai de Valmy, C.C.P. 8032-34

Les prix indiqués sont compris franco Pour vos commandes de librairie, consultez toujours le numéro du LIBERTAIRE de la semaine en cours.

Actuelles (chronique 44-48) ... 370  
Réflexions politiques (1932-1932) ... 480  
L'Ere des organisateurs ... 435  
Pour vaincre la peur ... 555  
Le bonheur intime ... 645  
La fonction de l'Orgasme ... 795

Essai sur la condition ouvrière ... 540  
Le démocrate devant l'autorité ... 330  
Le juit antisémite ... 430  
Discours de la servitude volontaire ... 330  
L'homme révolté ... 680  
La jeunesse de Lénine ... 420  
Lénine et Trotsky ... 420  
Lénine, Trotsky, Staline ... 570  
Le rôle d'accusé ... 420  
Les Américains ... 405  
K. Marx ... 320  
G. Goré ... 405  
L. Trotsky ... 320  
Collinet ... 580  
G. Greene ... 585  
G. Glaser ... 745  
F. Renaudeau ... 300  
J. Cayrol ... 480  
D. Rolin ... 420

M. Collinet ... 540  
Bontemps ... 330  
G. Berneri ... 430  
La Boétie ... 330  
A. Camus ... 680  
B.-O. Wolfe ... 420  
— ... 420  
Roger Grenier ... 420  
G. Goré ... 405  
L. Trotsky ... 320  
Collinet ... 580  
G. Greene ... 585  
G. Glaser ... 745  
F. Renaudeau ... 300  
J. Cayrol ... 480  
D. Rolin ... 420



# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE  
L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## Que fera-t-on avaler aux assurés sociaux de plus en plus assujettis à la Sécurité Sociale ?

Si un jour nous voyons des gens se promener avec un petit collant sur le nez, nous apprendrons peut-être que ce sont les assurés sociaux en congé de maladie avec des ordonnances de 14 h. à 16 h. qu'il est bon de repérer ainsi afin d'éviter de sordides escroqueries. Nous passerons, ce sera curieux mais normal car, d'ici là, nous aurons encore fait un petit bout de chemin — chaque fois c'est si peu de choses...  
Nous en sommes seulement aux vignettes à coller sur les ordonnances à seule fin d'être remboursés par les services de la S.S. pour les médicaments achetés chez le pharmacien. Cela peut paraître si simple, un jeu d'enfant, ou si compliqué si on n'aime pas les histoires de paperasses, ou atroce si on pense à la collectivité ainsi traitée.  
Les mères qui ont des enfants et peu de place sortent les flacons en vitesse, le gosse pendant ce temps s'amuse avec la boîte, la vignette, perd. Il y a des gens qui vont chez une voisine faire remplir la feuille, des gens pour qui c'est compliqué, des

gens qui ont du mal à retrouver les feuilles de paye et qui auront du mal à retrouver les vignettes.  
Sans doute ces perfectionnements éviteront de petites fraudes mais les véritables escrocs du genre Mme Dewannin, de Douai, qui a réussi à extorquer 500.000 francs en falsifiant les ordonnances, en les faisant enlever et tamponnant avec le cachet du pharmacien, réussiront bien à trouver les fausses vignettes quelque part, on verra peut-être de faux-vignetteurs.  
La riposte aux scandales c'est toujours l'oppression de cette immense partie de la population qui ne fraude pas et qui en est plutôt de sa poche.  
Qu'il y ait défiance à la Sécurité Sociale, c'est une question, mais riposter en créant toujours des complications supplémentaires aux usagers de la S.S. c'est vraiment voir la question du déficit par le petit bout de la lorgnette et c'est à coup sûr ne rien résoudre.  
Il ne viendra à l'esprit de personne que les produits pharmaceutiques sont épouvantablement chers.

Il y a en France au moins mille laboratoires de spécialités pharmaceutiques qui ont des locaux, des fruits de laboratoire, de fabrication, de visiteurs médicaux, etc. La publicité des laboratoires se fait richement, sur papier cartonné, en couleurs. Les visiteurs médicaux sont bien payés. Des échantillons médicaux gratuits sont laissés en grand nombre à tous les médecins. Les pharmaciens ont un bénéfice d'au moins 40 %. Peu de commerces sont menés aussi luxueusement avec une telle largeur dans les services, les échantillons, etc. Tout cela, quel le paye ? Les malades et la Sécurité Sociale.  
Dans la mesure où les produits pharmaceutiques sont une grosse part du budget de la S.S. Il serait logique de faire la vente directement ce qui diminuerait de 40 % au moins le prix de la pharmacie. La Sécurité Sociale a créé un Institut d'optique à la Muette pour vendre directement aux assurés moyennant le paiement du ticket modérateur et il semble que le prix des lunettes est inférieur et cela paraît rentable.  
La Sécurité Sociale pourrait créer des services de pharmacie où les assurés seraient servis contre remise de l'ordonnance et sans rien déboursier. Cela lui permettrait même des bénéfices puisqu'elle est exempte d'impôts. Ce serait simple si l'organisation était bonne.  
Le seul obstacle ce sont les pharmaciens et quand on sait le prix d'un fonds de pharmacie on se rend compte que les pharmaciens sont habitués aux grosses rentrées. Pour eux, la Sécurité Sociale et les antibiotiques ont été une bonne aubaine.  
Instituer des caisses de médicaments pris directement aux laboratoires serait une mesure très onéreuse dans ce sens qu'elle menacerait les commerçants et commencerait par écrouler un bon nombre de pharmaciens.  
Plutôt que de léser ces gens bien assis on préfère enfoncer les assurés sociaux, leur faire coller des vignettes histoire de leur occuper ailleurs et de leur donner mauvaise conscience à propos de scandales qui ne les concernent pas.  
Et nous pourrions aussi envoyer à ces gens méfiants nos flacons vides et nos emballages... franchise postale.  
Cette façon de traiter l'ensemble des assurés sociaux reflète toute notre pé-

## Une vérité du « FIGARO-LA PALICE » sur le chômage

Il arrive au Figaro qu'un article sur Skorzeny, un papier de Tito et une étude sur le roi Albert I<sup>er</sup> de Belgique on se penche un peu sur le chômage. Voici ce que ça donne :

« Le nombre des fonds de chômage est passé de 454 au 1<sup>er</sup> août à 569 le 31 janvier. Cette augmentation du nombre des localités ou quartiers où les

chômeurs complets peuvent désormais se faire inscrire explique dans une certaine mesure l'accroissement du nombre des chômeurs secourus. »

L'augmentation du nombre des fonds de chômage explique dans une certaine mesure (1) l'augmentation du nombre des chômeurs secourus ! La Palice n'aurait pas mieux dit !

Seulement ce que le Figaro — marchand de papier — ne dit pas c'est qu'il y a des chômeurs ailleurs que dans les 569 localités ou quartiers dotés d'un fonds de chômage et qui ne reçoivent aucune indemnité. Mais pour dire cela il ne faudrait pas mettre les chômeurs dans la rubrique des chiens égarés et traiter la question en dix lignes !

Pour accentuer notre lutte ouvrière  
**SUSCRIVEZ !**  
C.C.P. LUSTRE Paris 8032-34

## LE CHOMAGE DANS LE MONDE

### III. - Chômage en économie capitaliste avancée

Le premier type de chômage est caractérisé par le fait qu'il apparaît avec une particulière virulence au cours des crises cycliques qui se produisent dans les économies de type capitaliste avancé. Il est dû au ralentissement de l'activité de certaines industries par manque de matières premières ou de débouchés, ou bien à l'accroissement de la productivité provoqué par le progrès technologique.

#### Causes du chômage

Le manque de matières premières peut provenir de la fermeture du marché d'où elles sont exportées, des difficultés de transport (accrues en temps de guerre, par exemple) ou simplement de l'épuisement des ressources naturelles.

C'est ce dernier cas qui s'est produit aux U.S.A. pendant l'entre-deux-guerres dans certaines régions dites « d'alarme », comme le Dust Bowl, les forêts des Grands Lacs, les zones houillères et cotonnières du Sud des Appalaches.

La fermeture des débouchés frappe surtout les industries exportatrices. Les cas les plus récents et les plus frappants furent ceux des industries bananières de Colombie pendant la fermeture du marché européen en 1943, du textile de Cuba concurrencé par les U.S.A., du caoutchouc de Ceylan frappé par la baisse des prix mondiaux, et de l'industrie diamantaire belge où l'on observait 71 % de chômeurs en 1948.

La privation de débouchés atteint également brutalement les industries qui travaillent à la production d'armements après chaque guerre. C'est ce phénomène qui s'observa vers 1920 chez tous les belligérants de la première guerre mondiale et particulièrement en Grande-Bretagne où il y eut un effectif permanent d'un million de chômeurs à partir de cette époque. Les mêmes causes eurent les mêmes effets après la seconde guerre mondiale, mais la situation fut particulièrement grave dans certains pays asiatiques peu développés, comme l'Inde ou les Philippines où la guerre

avait suscité une activité économique intense et qui ne purent procéder à aucune « reconversion » à la manière des U.S.A.

De même que lorsqu'il cesse d'acquiescer à une production économiquement sans valeur d'enrichissement, comme les armements, l'Etat ruine les industries qui vivent de cette production ; de même lorsqu'il cesse de subventionner des industries non équilibrées, il provoque un chômage immédiat (comme au Japon en 1949).

La diminution des débouchés peut également provenir de l'irruption sur le marché de quantités de produits à meilleur prix. Ces produits peuvent provenir de pays étrangers à salaire bas (Japon, etc.) ou alors de l'écoulement de stocks accumulés en prévision d'une pénurie qui ne vient pas (U.S.A. au début de 1949).

Mais la cause la plus générale et la plus traditionnelle de chômage a toujours été le progrès technique qui, accroissant la productivité, amène la diminution du nombre des travailleurs. Cela est particulièrement visible aujourd'hui dans les pays où une industrie moderne remplace un artisanat ou une petite industrie ancienne, par exemple aux Indes où, après la dernière guerre, la rationalisation technologique des manufactures de textile provoqua un chômage très appréciable dans le coton.

Enfin, une cause évidente de chômage est la destruction des entreprises par

fait de guerre, ce qui a pour résultat d'entraîner un chômage immédiat précédant souvent à une reprise de l'activité économique sous forme de reconstruction.

#### Conséquences

Nous voyons donc que, dans la généralité des cas, le chômage dans les pays industrialisés est provoqué par une saturation de plus en plus grande du marché formé par les consommateurs. Cette insuffisance de la demande de biens et services se manifeste d'une manière chronique. Elle a pour effet d'occasionner des perturbations périodiques dans les échanges économiques et plus précisément une baisse des achats (d'abord en ce qui concerne les biens de production dont l'acquisition peut être aisément différée, mais à la longue les biens de consommation subissent des restrictions de plus en plus importantes). Cette baisse des achats se traduit ainsi par une baisse des investissements, c'est-à-dire par une crise qui peut frapper toute l'économie nationale, plus mondiale.

Ce genre de ralentissement de l'activité de certains pays a pu être observé d'une manière particulièrement frappante pendant ces trente dernières années. Le chômage est alors apparu comme le symptôme le plus significatif des baisses périodiques des investissements dues à l'insuffisance de la demande des biens.

## Parlons de l'assassinat de Ferhat Hached

Secrétaire des Syndicats Tunisiens

UCUN indice, aucune trace des assassins de Ferhat Hached. L'enquête pétière. Les enquêteurs d'ailleurs ont commencé par piétiner sur les lieux de l'attentat sans doute pour effacer toute trace pouvant permettre l'identification des tueurs.

Les enquêteurs n'ont toujours pas interrogé les deux fonctionnaires de la police dont Ferhat Hached avait communiqué les noms comme étant ceux d'ennemis redoutables.

Que faisaient ces deux policiers le jour du meurtre ?

Les enquêteurs n'ont toujours pas interrogé les nervis des « commandos d'autodéfense » organisés pour « protéger » les colons.

L'enquête pétière mais, avec l'autorisation des Hauts-de-Seine, Pons et autre général Garbay. Autant dire que jamais nous ne connaîtrons les assassins car les enquêteurs se refusent à poser cette question élémentaire : A qui le crime profite-t-il ?

## Une exploitation forcenée : Le travail à domicile

Nous combattons depuis longtemps, avec acharnement, le principe et les applications de l'exploitation de l'homme par l'homme.  
Cette exploitation est plus ou moins apparente suivant les pays et suivant les branches de l'activité.

En France, elle atteint sans doute son paroxysme dans le travail à domicile.

En période de stabilité économique relative, plusieurs centaines de milliers de travailleurs gagnent ainsi des salaires de famine. Ce sont le plus souvent des économiquement faibles, des vieux, des malades, des étudiants, des chômeurs...

Officiellement, dans la confection, trois milliards de francs ont été distribués l'an dernier en salaires aux travailleurs à domicile, contre 1 milliard 600 millions aux travailleurs en atelier.

Ce travail aborde les domaines les plus variés, de la fabrication des couronnes mortuaires à la réparation des stylos en passant par la confection et les articles de Paris.

En période de crise, de nombreux patrons ont, le plus possible, recouru à cette main-d'œuvre, que l'on paie moins et qui produit plus, car elle est poussée par la famine et la misère. Les salaires sont généralement inférieurs de 30 à 50 % à ceux des ateliers.

L'aggravation du chômage facilite encore le recrutement.

On accepte des conditions inhumaines quand les gosses ont faim.

Les conditions de travail de cette catégorie d'exploités soulèvent l'indignation et la colère.

L'emploi est des plus instables.

Le travail est retiré à ceux qui protestent contre cette enclume sur la misère.

Le paie est très irrégulier.

L'exploitation est maximum.

Une confectionneuse de « duvets » pour complet, gagnait dernièrement 14.400 fr. par mois. Et ceci à raison de 60 heures (payées 60 fr.) par semaine. Ou sont la semaine de 40 heures et le minimum vital ?

Un grand nombre de ces travailleurs est obligé d'accepter l'aumône de 32 fr. de l'heure.

En 1947, une ouvrière porte plainte qui gagnait 12 fr. de l'heure.

S. NINN.

La législation est très floue en ce domaine. Les prix sont fixés par arrêtés préfectoraux. Ils sont généralement dérisoires.

En outre la loi peut difficilement être appliquée dans un grand nombre de cas.

La plupart des employeurs distribuent le travail par toute une cascade d'intermédiaires, ce qui rend souvent difficile les poursuites judiciaires.

Voici cependant quelques indications qu'il est indispensable que tous les travailleurs à domicile connaissent.

L'employeur doit obligatoirement délivrer un carnet ou des fiches de travail indiquant le nombre de pièces à exécuter, le taux du salaire légal, et le montant des frais à sa charge.

Les 15 0/0 de frais professionnels doivent donc être mentionnés à part, et payés en plus du prix des pièces.

Ces 15 0/0 ne sont pas impossibles.

Le Bulletin Municipal Officiel publie les arrêtés préfectoraux déterminant les prix et les temps de façon.

Toutes les dates de parution de ces bulletins sont communiquées par les syndicats.

Ceux-ci mettent des avocats à la disposition des travailleurs syndiqués qui doivent engager une action devant les Prud'hommes pour le respect de leurs droits.

Voici deux adresses qui seront utiles à tous ceux qui désirent des précisions sur leurs droits :

La Bourse du Travail, 3, rue du Châteaud'Eau ; l'Inspection du Travail, 23, rue de Mogador.

Enfin nous invitons les ouvriers et ouvrières à domicile à nous écrire afin que nous menions sur tous les plans la lutte contre cette infâme exploitation.

L'action directe peut souvent être menée contre ces vampires dissimulés derrière une hypocrite loi.

Travailleurs, défendez vos droits ! Lutte pour obtenir un salaire décent !

Ne vous laissez pas honteusement exploiter !

Nous sommes et nous serons avec vous au cœur de la lutte.

Claude TRASSIN.

## Une revendication majeure

### La semaine de 40 heures payées 48

#### Moyen efficace pour annihiler le chômage

La semaine de 40 heures ». Ces cinq mots suffisent pour évoquer, dans le cœur de chaque travailleur qui a connu 1936, le souvenir d'une époque où il a vécu des événements qui sont restés gravés en lui. Le jeune, lui, n'a pas connu 1936. Mais ce qu'il en sait, ce qu'il en devine aussi instinctivement, le pousse à désirer le retour d'un temps où les travailleurs unis firent chanceler le capitalisme et grelotter de peur les bourgeois.

C'est qu'en effet, tout un épisode de la lutte du prolétariat, un des plus beaux et des plus exaltants parce qu'un des plus près de la révolution sociale, s'attache à la formule « semaine de 40 heures ».

Nous n'allons pas faire ici un historique de juin 1936 mais nous attachons plus particulièrement à la loi de la semaine de 40 heures et du rajustement des salaires.

L'accord Matignon fixe l'augmentation moyenne des salaires à 12 % par semaine. Mais l'action ouvrière impose une interprétation très large de cet accord et c'est en fait 15 à 20 % et même parfois 25 % d'augmentation

(22 % dans la métallurgie parisienne). L'article premier de la loi du 21 juin 1936 dit que : « Dans les établissements industriels, commerciaux, artisanaux et corporatifs ou dans leurs dépendances de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, y compris les établissements publics, hospitaliers, et les asiles d'aliénés, la durée du travail effectif des ouvriers et employés de l'un et de l'autre sexes et de tout âge, ne peut excéder 40 heures par semaine ».

Voyons où en sont aujourd'hui les salaires par rapport à ceux de juin 1936 et la durée du temps de travail.

Voici le tableau des salaires de la métallurgie parisienne en juillet 1936 :			
	Ouvriers professionnels	O. S.	Manœuvres ordinaires
Par heure .....	7,43	6,60	5,55

Or, aujourd'hui, prenons les salaires horaires moyens d'ouvriers de la métallurgie parisienne :

	Ouvriers professionnels	O. S.	Manœuvres ordinaires
Par heure .....	141	113	105

Si l'on sait que le coût de la vie a augmenté d'environ 35 fois (statistiques officielles), il nous devient facile de comparer et d'établir un tableau définitif. Ce qui fait apparaître une baisse moyenne horaire de 50 %.

Qualité	Salaire 1936	Ce qu'il serait x 35	Ce qu'il est	Différence	%
Manœuvre.	5,55	194	105	- 89	- 47,5
O. S. ....	6,60	231	113	- 118	- 52,5
O. P. ....	7,43	260	141	- 129	- 48

C'est de cette situation que profite le patronat français pour imposer des heures supplémentaires.

Aux demandes d'augmentation, il répond : « Nos disponibilités ne nous permettent pas d'augmenter les salaires sans aller à la faillite. Faites des heures et vous gagnerez davantage ». Comme il disait déjà en 1935 :

Où encore, comme chez Renault, on diminue les heures, mais au tarif horaire des 48 heures !

Les ouvriers, parce qu'ils n'ont pas su s'unir depuis 1936, parce qu'ils ont été systématiquement trompés par la dévotion des partis communiste et socialiste, n'ont pas pu se défendre de l'avidité patronale. Aujourd'hui, ils travaillent tous en moyenne 50 heures par semaine pour les salaires globaux inférieurs à ceux de 1936. Pendant ce temps, le chômage se développe sans cesse, de même que les bénéfices patronaux.

La conclusion est claire dans sa simplicité. Seule l'action directe des travailleurs porte ses fruits et fait reculer le patronat. Il importe donc

que les travailleurs s'unissent comme en 1936 et que, comme en 1936, ils ne se laissent pas bernier et arriérer par les promesses à la Blum-Thorez (« Il faut savoir terminer une grève »). La victoire de 1936 a été une victoire de la base qui avait dépassé de beaucoup les consignes des partis politiques et des centrales syndicales. Ces partis et ces centrales ont depuis 1936 permis à la bourgeoisie de redevenir plus puissante que jamais !

En 1936, c'est l'action directe des travailleurs qui imposa les 40 heures. La loi ne fit que reconnaître un rapport de forces.

Dans les combats qui se livrent le jour prochain où l'unité ne sera plus un vain mot, les communistes libertaires seront à la pointe de la lutte, prêts à guider les travailleurs vers leurs intérêts véritables.

Tous unis pour la semaine de 40 heures payées 48, contre la guerre, contre le chômage, contre le capitalisme, camarades, en avant !

M. MOREAU.

## La crise de l'Aéronautique

Aux usines Bréguet, Latécoère, S.N.C.A.S.E., la situation s'aggrave. Licenciements, compression de personnel, réduction des horaires inquiètent les travailleurs de l'aéronautique dans la région de Toulouse.

La région parisienne ne sera pas épargnée pour autant.

Malheureusement dans la construction aéronautique comme partout, syndicats et partis agissent pour leur pro-

pre compte et celui de leurs adhérents. C'est ainsi que l'Union des Groupes Socialistes d'Entreprises étudie la « coordination des moyens d'action des travailleurs socialistes dans l'Aéronautique » !

Les travailleurs socialistes resteront-ils indifférents si l'Aéronautique licencie des travailleurs non socialistes ? Si oui ils étaient mal venus de condamner les méthodes de Marcel Paul et des staliniens à l'Electricité de France en 1946-1947.

Pour aider efficacement  
**LE LIBERTAIRE**  
ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE  
ABONNEZ-VOUS